



BANQUE MONDIALE

PLEINS FEUX SUR LES INÉGALITÉS

Introduction à la série « Pleins feux sur les inégalités »

Nous nous souviendrons de 2011 comme de l'année où les questions d'inégalité et d'équité sont redevenues d'actualité. Le débat sur les disparités socioéconomiques croissantes et leurs incidences sur la stabilité politique et une croissance durable s'est déplacé des cénacles académiques vers la rue, les médias populaires et la blogosphère. De la jeunesse arabe réclamant de meilleurs débouchés professionnels aux étudiants chiliens protestant en faveur d'études universitaires d'un coût accessible à tous, en passant par « Occupez Wall Street », les manifestations populaires de frustration à propos du statu quo ont rendu les gouvernements et les organisations internationales plus attentifs aux questions d'équité, d'exclusion et de démocratie.

Il est grand temps pour la Banque mondiale — qui joue un rôle de premier plan dans la production et la diffusion de savoir sur les questions de réduction de la pauvreté et d'équité — de s'engager plus résolument aux côtés de la communauté mondiale et d'aider à stimuler et enrichir le débat en cours.

Le Rapport 2006 sur le développement dans le monde, sur le thème « Équité et développement », a certes constitué une importante contribution à cet effet, mais on a plus que jamais besoin du leadership de la Banque mondiale pour systématiser et diffuser les connaissances actuelles.

Il s'agit du premier numéro d'une nouvelle série, « Pleins feux sur les inégalités », qui a pour objectif général d'enrichir le débat de politique publique sur l'inégalité des chances et la mobilité socioéconomique. On y trouvera des articles rédigés par les services de la Banque mondiale ainsi que par des chercheurs et des décideurs de l'ensemble de la communauté du développement. La langue et le style utilisés tenteront de communiquer les résultats des analyses récentes d'une façon intuitive et accessible. Nous commençons la série par un tour d'horizon de la pauvreté dans le monde et des tendances des inégalités, une analyse de la récente diminution des inégalités de revenu au Brésil et un examen de l'inégalité des chances.

Tour d'horizon des tendances des inégalités de revenu dans le monde

Pedro Olinto et Jaime Saavedra

La pauvreté a nettement reculé dans le monde au cours des trois dernières décennies (figure 1). En 1981, près des trois quarts des habitants du monde en développement avaient moins de deux dollars par jour pour vivre, et cette proportion est tombée à 43 % aujourd'hui. De plus, malgré un accroissement de 35 % de la population mondiale, on compte de nos jours un peu moins (2,47 milliards) de personnes ayant moins de deux dollars par jour pour vivre qu'il y a trois décennies (2,59 milliards). L'extrême pauvreté a reculé encore davantage. La proportion de personnes ayant moins de 1,25 dollar par jour pour vivre — niveau minimum de consommation nécessaire pour répondre aux besoins humains fondamentaux dans les pays les plus pauvres — a diminué de plus de moitié, pour tomber de 52 % en 1981 à 22 % en 2008. Cela signifie que 1,29 milliard de personnes vivent dans un état de pauvreté absolue.

Les progrès sont indéniables, et les estimations préliminaires pour 2010 montrent que la tendance au recul de la pauvreté s'est poursuivie, mais sachant que 2,5 milliards de personnes vivent dans la pauvreté, dont 1,3 milliard dans une pauvreté absolue, on a affaire à des chiffres extrêmement élevés. De plus, la progression sensible des revenus et de la consommation des pauvres signifie-t-elle que le monde est devenu plus équitable ? Le revenu est-il réparti plus équitablement dans le monde aujourd'hui qu'il y a 30 ans ?

Tout dépend de la façon dont nous mesurons les disparités de revenu dans le monde. Par exemple, si nous supposons que tous les habitants d'un pays ont le même revenu, d'un montant égal au PIB moyen du pays par habitant, nous pouvons calculer ce que l'on appelle communément les inégalités internationales de revenu. C'est ce que montre la figure 2. Comme on peut le constater, les inégalités internationales de revenu diminuent régulièrement depuis le début des années 80. Initialement, cette diminution a été due essentiellement à la croissance rapide de l'économie chinoise, mais depuis le début des années 2000, on l'observe

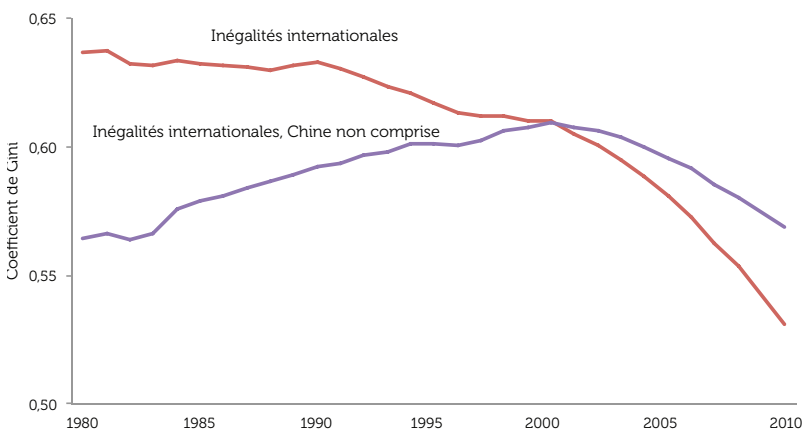
même en dehors du géant d'Asie de l'Est. Les taux de croissance plus élevés enregistrés dans presque tous les pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, ont contribué à la diminution des inégalités internationales de revenu durant la première décennie du vingt-et-unième siècle. Le revenu d'un citoyen moyen dans un pays pauvre est maintenant un peu plus proche de celui du citoyen moyen d'un pays riche.

Mais cette mesure des inégalités mondiales ne rend pas compte de la dynamique des inégalités dans chaque pays. Il apparaît ainsi que les inégalités de revenu se sont fortement creusées en Chine au cours du dernier quart de siècle alors qu'au Brésil, elles ont diminué au cours des 15 dernières années. Ces deux pays regroupant à eux seuls près de 25 % de la population mondiale, faute de comprendre les inégalités au sein d'un même pays, on risque de ne pas pouvoir se faire une idée exacte des disparités de revenu entre les citoyens du monde. Mais compte tenu de la disponibilité accrue de données sur les ménages, ces disparités peuvent être prises en compte. Milanovic (2012) calcule une mesure des inégalités de revenu dans le monde en combinant des enquêtes nationales auprès des ménages dans 122 pays et des taux de change ajustés pour chaque pays en fonction de la parité des pouvoirs d'achat (PPA). Une répartition mondiale unique du revenu et son coefficient de Gini spécifique sont ensuite calculés. Ainsi, chaque citoyen compte.

Comme le montre la figure 3, les inégalités de revenu dans le monde ont augmenté légèrement entre la fin des années 80 et le milieu de la dernière décennie. La différence entre les coefficients de Gini de 2005 et 1988 (70,7 et 68,4 respectivement), n'est cependant pas statistiquement significative (Milanovic 2012). Des estimations préliminaires montrent également que cet indicateur n'a guère évolué par la suite. Cela laisse à penser que les inégalités mondiales d'aujourd'hui sont pratiquement inchangées depuis la fin des années 80 et qu'elles ne diminuent pas comme les inégalités internationales.

Comment concilier la forte diminution des inégalités internationales de revenu et les chiffres relativement stables relatifs aux inégalités au niveau mondial ? Nous devons nous pencher sur l'évolution des disparités de revenu dans un même pays. Il faut se souvenir que dans le cas des inégalités internationales, chaque citoyen se voit attribuer le revenu moyen de son pays de résidence mais que dans

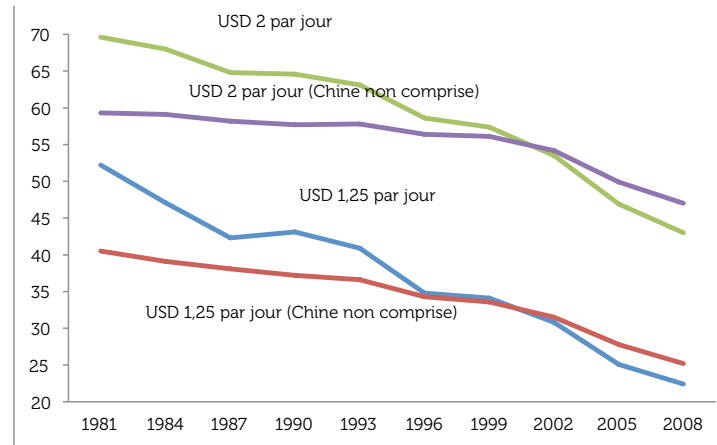
Figure 2 Inégalités internationales de revenu



Source : Milanovich 2012.

Figure 1 Taux de pauvreté pour le monde en développement 1981-2008

Indice numérique de la pauvreté (% de la population au-dessous du seuil de pauvreté)



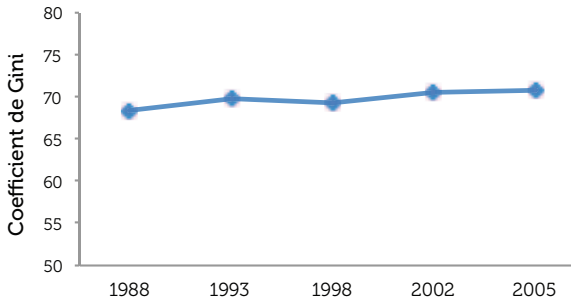
Source : Chen et Ravallion 2012.

celui des inégalités mondiales, c'est le revenu de chaque individu qui intervient dans le calcul. Le PIB moyen par habitant des pays en développement se rapproche de celui des pays riches, mais la croissance du revenu peut être inégale dans un même pays. Nous pouvons ainsi observer un phénomène de convergence entre les pays, mais de divergence entre les citoyens d'un même pays.

Que se passe-t-il donc avec les inégalités de revenu au sein des différents pays du monde ? Comme le montre la figure 5, on n'observe pas de schéma clair dans les pays en développement. Dans toutes les régions, les pays où les inégalités se creusent sont presque aussi nombreux que ceux où elles diminuent. En Asie de l'Est, on observe une tendance à une réduction des inégalités aux Philippines et en Thaïlande, mais une tendance contraire en Chine, en Indonésie, en Mongolie et au Viet Nam. C'est en Chine que l'on observe l'augmentation la plus régulière des inégalités. Le coefficient de Gini de ce pays est passé d'environ 30 au début des années 80 à environ 45 en 2005 (Banque mondiale 2009 ; Banque mondiale 2012, « La Chine en 2030 »). Compte tenu de la taille de sa population, c'est probablement à la Chine qu'est imputable pour une large part la divergence constatée entre les inégalités internationales, d'une part, et mondiales de l'autre.

En Europe orientale et centrale, la plupart des économies en transition ont vu s'accroître les disparités de revenu, en particulier après la chute des régimes communistes, mais les inégalités ont diminué récemment, notamment en Arménie, en Bulgarie, au Kazakhstan, en Moldova et en Serbie. En Amérique latine, les inégalités ont diminué dans la majorité des pays (pour de plus amples détails sur les causes de ce phénomène dans le cas précis du Brésil, voir l'article suivant dans le présent numéro), mais elles se sont aggravées dans quelques pays comme le Costa Rica, le Guatemala et le Honduras. Dans certaines économies d'Asie du Sud, nous assistons à une diminution des

Figure 3 Les inégalités dans le monde 1988-2005



Source : Milanovich 2012.

inégalités mais en Inde, l'urbanisation a eu tendance à favoriser les riches, et les disparités entre les revenus des ruraux et ceux des citadins semblent s'être creusées (Banque mondiale, 2012).

L'évolution de la dispersion des revenus au sein des pays riches influe également sur le calcul des inégalités mondiales. Une étude récente montre que les pays de l'OCDE où les inégalités se sont creusées sont beaucoup plus nombreux que ceux où elles ont diminué. Des augmentations marquées des inégalités sont observées en Allemagne, aux États-Unis, en Finlande, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Suède (OCDE 2011). Des réductions limitées sont observées en Grèce, en Irlande et en Turquie.

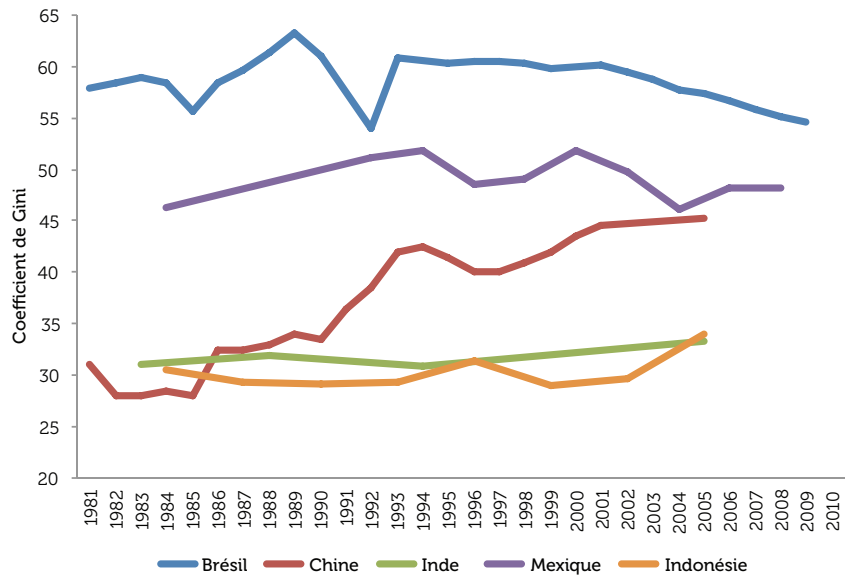
Bref, si la pauvreté dans le monde — en particulier l'extrême pauvreté — a été fortement réduite au cours des trois dernières décennies, les disparités de revenu entre les citoyens du monde semblent être restées inchangées, malgré une réduction des inégalités internationales (c'est-à-dire entre pays). Qui plus est, cet écart croissant entre les inégalités internationales et mondiales semble être dû aux disparités de revenu accrues au sein des pays — en particulier dans les grands pays émergents d'Asie comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie, ainsi que dans de nombreux pays de l'OCDE — et non aux différences entre ces pays.

Vivons-nous aujourd'hui dans un monde meilleur qu'il y a 30 ans ?

Lorsque les économistes pensent à des scénarios alternatifs, ils partent généralement du principe qu'un changement est positif s'il améliore le sort de quelqu'un sans que personne ne s'en trouve plus mal loti. Cette idée, suggérée pour la première fois par l'économiste italien Vilfredo Pareto, est appelée principe de Pareto. Selon ce principe, si le monde est devenu moins pauvre et plus inégal parce que certains, même peu nombreux, sont devenus plus prospères et que personne ne s'est appauvri, alors — et seulement alors — un économiste dirait sans équivoque que oui, nous vivons dans un monde meilleur.

Dans ce cas, pourquoi devrions-nous nous préoccuper des inégalités de revenu si la pauvreté recule ? Les citoyens tout comme les décideurs sont préoccupés par les disparités de revenu croissantes. Par exemple, suivant l'enquête Eurobaromètre auprès de l'opinion publique de l'Union européenne, 52 % des gens reconnaissent que les différences de revenu dans leur pays sont

Figure 4 Les inégalités dans certains pays en développement



Source : Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde et Banque mondiale 2012, « La Chine en 2030 ».

excessives. Près 90 % au moins « partagent plus ou moins » ce point de vue. Ainsi, même si les revenus augmentent pour tout le monde, les décideurs devraient être préoccupés par l'aggravation des inégalités si un sentiment général d'injustice entraîne une instabilité politique nuisant à la croissance et au bien-être général.

Pourquoi les inégalités occupent-elles donc une place si importante dans le débat sur le développement ? Tout d'abord, il est très probable que certains groupes se sont retrouvés plus mal lotis ou exclus des processus économiques mondiaux qui ont débouché sur une croissance plus rapide, et par conséquent sur une réduction de la pauvreté. Si tel est le cas, les décideurs devraient se soucier de concevoir des politiques permettant de compenser ceux qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader au cours de ces processus. Le respect du principe de Pareto implique que les gagnants assureront une compensation aux perdants de telle façon que personne ne se retrouve plus mal loti.

Par ailleurs, même lorsqu'il y a croissance économique et que personne ne se retrouve plus mal loti, il pourrait exister des moyens d'assurer la croissance tout en réduisant les inégalités de revenu. Un cas d'école est celui du Brésil, où la réduction de la pauvreté a été assurée dans une large mesure par une progression rapide des revenus du travail des pauvres. Comme le relève Ricardo Paes de Barros, « les revenus des individus du décile de revenu le plus bas augmentent à des taux chinois tandis que ceux du décile le plus élevé progressent à des taux allemands ».

Mais un élément plus important pour la conception d'une politique est le fait que des inégalités de revenu persistantes peuvent compromettre les perspectives de croissance économique et empêcher ainsi de faire reculer davantage la pauvreté. Des recherches montrent que les perspectives de développement d'un pays peuvent s'en trouver affectées de diverses façons. Il peut en

résulter par exemple une répartition inefficace des ressources qui réduit le taux de croissance économique. Les inégalités peuvent également avoir un effet majeur sur l'accès au crédit, les avoirs, l'accès aux services de santé et d'enseignement, aux infrastructures de base, aux opportunités d'emploi et à la représentation politique. De plus, des groupes d'intérêt peuvent créer des institutions perpétuant les inégalités de statut et de richesse, qui nuisent en elles-mêmes à l'investissement, à l'innovation et à la prise de risque (Banque mondiale 2006). En Asie de l'Est, on craint que les inégalités croissantes (bien que moins marquées qu'en Amérique latine et en Afrique) ne polarisent les sociétés, accroissent les tensions sociales et plombent la croissance proprement dite. En Amérique latine, on est de plus en plus préoccupé par le manque d'opportunités offertes à de nombreux citoyens et par les conflits sociaux que des différences marquées de niveau de vie risquent d'entraîner.

Les différences politiques et idéologiques pourraient empêcher de parvenir à un consensus sur l'importance ou l'opportunité d'appliquer des politiques visant à réduire directement les inégalités de revenu, peu de gens disconviendraient du fait qu'assurer l'égalité des chances à chacun constitue un objectif souhaitable pour la société. Au nom de l'égalité des chances, il est impératif que des facteurs comme le sexe, la caste, l'origine ethnique, le lieu de naissance et le milieu familial n'influent pas sur l'accès d'une personne à des services de base et ne pré-déterminent pas ainsi ses chances de réussite dans la vie. Cependant, si les inégalités de revenu en une génération peuvent être liées à l'inégalité des chances dans la suivante — comme le laissent à penser certains résultats concernant les États-Unis (Krueger 2012), ou comme on pourrait le craindre en Chine, ou encore comme le craignent clairement les décideurs d'Amérique latine et d'Asie —, l'intérêt pour des politiques atténuant les inégalités de revenu peut se justifier dans le but d'accroître les opportunités et d'encourager la mobilité sociale.

En fait, de nombreux pays sont maintenant plus soucieux de mener des politiques favorisant l'égalité d'accès aux opportunités et à la mobilité sociale (voir le troisième article de ce numéro), élément clé de l'égalité des chances pour tous. Bien que l'assortiment exact de mesures propres à mieux assurer l'égalité des chances varie d'un pays à l'autre, ces mesures consistent généralement à améliorer l'accès aux services d'éducation et de santé, aux infrastructures, aux terres et à la justice en accordant une attention particulière aux régions et aux communautés insuffisamment desservies. Parmi les autres mesures de politique générale importantes figurent l'efficacité redistributive des impôts et du système de transferts, la mise en place d'organismes de gouvernance rendant compte de leur action, l'institution de récompenses en cas de bonne performance pour les prestataires publics et privés de services de base et un meilleur accès des pauvres aux filets de sécurité et aux services financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars des États-Unis.

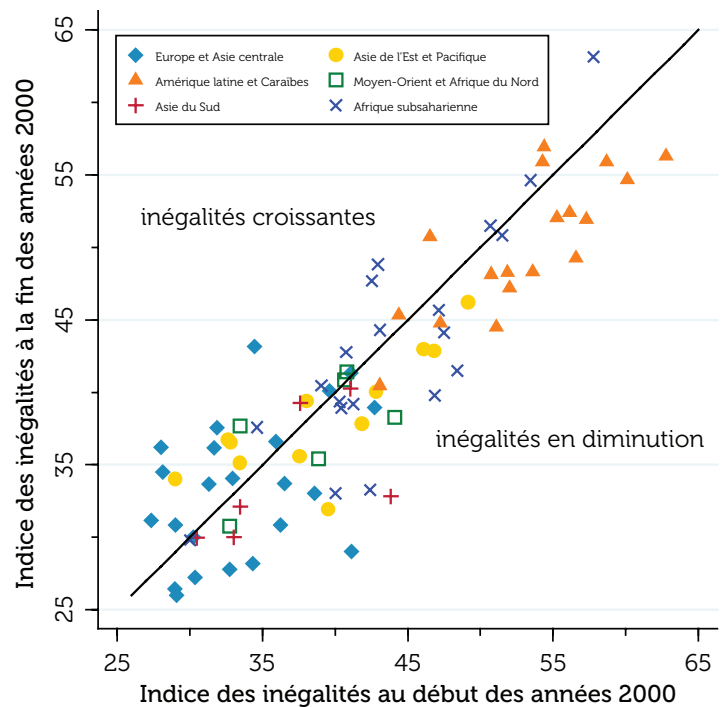
Pedro Olinto est économiste senior et Jaime Saavedra est directeur du Département de la réduction de la pauvreté et de l'équité de la Banque mondiale.

Références

Banque mondiale. 2011. « Prospects of Poverty in India: Stylized Facts from Survey Data. » Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale. Rapport 2006 sur le Développement dans le monde. « Équité et Développement ». Oxford University Press.

Figure 5 Évolution des inégalités dans les pays en développement



Source : Banque mondiale. Indicateurs du développement dans le monde et Banque mondiale, 2012, « La Chine en 2030 »

Banque mondiale. 2009. « From Poor Areas to Poor People: China's Evolving Poverty Reduction Agenda. An Assessment of Poverty and Inequalities in China. » Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale. 2012. « Chine 2030: Building a Modern, Harmonious and Creative High Income Society » Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale. 2012. Indicateurs du développement dans le monde. Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale. 2011. « A Break with History: Fifteen Years of Inequality Reduction in Latin America. » Washington : Banque mondiale.

Chen, Shaohua et Martin Ravallion. 2012. « Briefing Note: An Update to the World Bank's Estimates of Consumption Poverty in the Developing World. » Washington : Banque mondiale.

Krueger, Alan. 2012. « The Rise and Consequences of Inequalities in the United States » http://www.whitehouse.gov/sites/default/files/krueger_cap_speech_fnal_remarks.pdf

Milanovich, Branko. 2012. « Global Inequalities Recalculated and Updated: The Effect of new PPP Estimates on Global Inequalities and 2005 Estimates, » *Journal of Economic Inequalities*, 10:1 – 18

OCDE. 2011. « Toujours plus d'inégalités : pourquoi les écarts de revenu se creusent ». Paris : OCDE.

Sharma, M., G. Inchauste et J. Fang. 2012. « Perspective in East Asia: Rising Inequality with High Growth and Falling Poverty. » Washington : Banque mondiale.

Diminution des inégalités de revenu : la glorieuse exception du Brésil

Luis F. Lopez-Calva

Les données les plus récentes montrent que la pauvreté recule dans le monde, alors que les inégalités se sont creusées au niveau mondial. Ce schéma de sortie de la pauvreté et de concentration des revenus élevés s'observe partout sauf dans la région Amérique latine et Caraïbes, qui a enregistré une tendance positive caractérisée à la fois par un recul de la pauvreté et une réduction des inégalités au cours de la dernière décennie, même après l'impact de la crise mondiale. Un exemple spectaculaire dans cette région est celui du Brésil, glorieuse exception parmi les BRICS. La sortie de la pauvreté de millions de Brésiliens s'est accompagnée d'une diminution de l'écart de revenu entre riches et pauvres. Au Brésil, 50 % de la population en bas de l'échelle des revenus ont vu leur part du revenu global augmenter de 15 % entre 2002 et 2009. Cette tendance de l'évolution des inégalités va à l'encontre de celle enregistrée dans les autres pays membres des « BRICS » que sont la Russie, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud.

Bien que les niveaux d'inégalité au Brésil restent élevés selon les normes mondiales, ils ont baissé régulièrement au cours des 15 dernières années. Le rythme de diminution des inégalités, supérieur à celui enregistré dans l'ensemble de la région Amérique latine, mérite que l'on y regarde de plus près. La stabilité macro-économique, le développement de l'enseignement et de meilleures politiques sociales sont autant d'éléments qui ont joué un rôle, et il y a des enseignements à en tirer.

Les inégalités au Brésil, passées et présentes

Le Brésil est allé à contrecourant du fait de son héritage historique et de la persistance des inégalités de revenu. En 1960, celles-ci, qui étaient déjà considérables selon les normes internationales comme en témoigne un coefficient de Gini de 0,504, ont continué à se creuser au cours des décennies suivantes. Elles se sont accrues durant la période d'expansion économique qu'a connue le Brésil dans les années 70, ainsi que dans les années 80, caractérisées par une faible croissance et une forte inflation (le coefficient de Gini est passé de 0,561 en 1970 à 0,592 en 1980, et il a atteint 0,607 en 1990, suivant des enquêtes sur le revenu des ménages). De hauts niveaux d'inégalité ont persisté au milieu des années 90, bien que le Brésil ait stabilisé sa monnaie et obtenu le statut de pays à revenu intermédiaire. Au milieu des années 90, les 50 % de la population les plus pauvres se partageaient la même part (environ 13 %) du revenu total que la tranche de 1 % la plus riche.

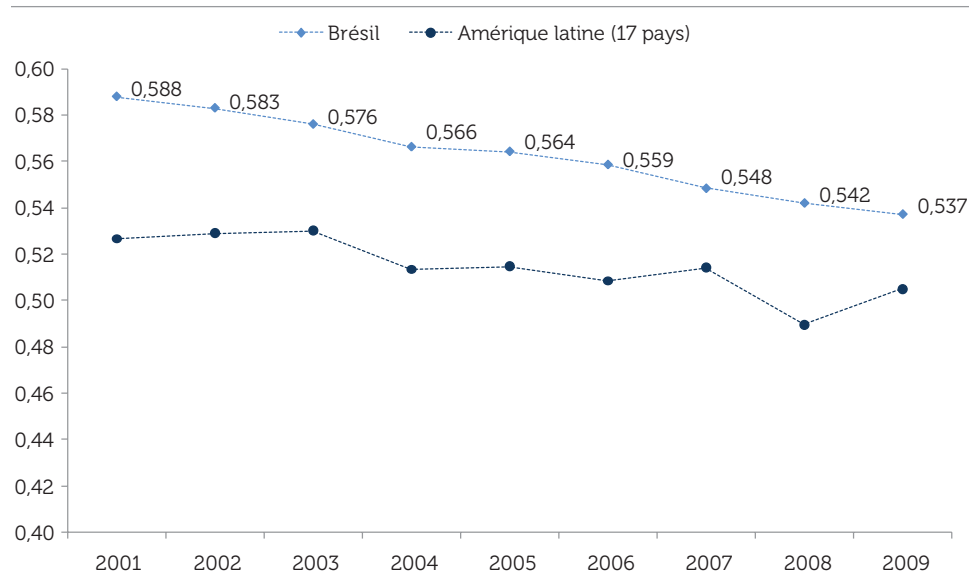
Parallèlement à la réduction de la pauvreté, les inégalités de revenu au Brésil ont diminué au cours des 15 dernières années, et le coefficient de Gini a atteint 0,537 en 2009. Bien qu'elles soient encore fortes, les inégalités dans ce pays sont en voie de se rapprocher de la moyenne régionale (0,501). De plus, elles ont diminué à un rythme plus rapide que dans les autres pays d'Amérique latine : après 1997, les inégalités ont diminué de 0,8 % par an, et à partir de 2001, la baisse s'est accélérée pour atteindre 1,07 % par an, soit un niveau nettement supérieur au taux régional de 0,63 %.

La réduction des inégalités est importante en soi si l'on veut vivre dans une société plus juste, mais elle est également payante

sous des formes très concrètes, en favorisant éventuellement la croissance et en la rendant certainement plus favorable aux pauvres. Si l'on analyse de plus près l'évolution de la pauvreté entre 2001 et 2009 pour déterminer l'importance relative de la croissance par rapport à l'évolution de la répartition du revenu, il est clair que la diminution des inégalités est cruciale pour faire reculer la pauvreté, et qu'elle compte pour moitié dans le changement total (sur la base d'un seuil de pauvreté correspondant à un revenu de 4 dollars par jour). Le résultat est encore plus marqué en cas d'extrême pauvreté (environ 52 % sur la base d'un seuil de pauvreté correspondant à un revenu de 2,5 dollars). Ainsi, quel que soit le seuil de pauvreté retenu, l'évolution globale de la pauvreté est due pour moitié à une répartition moins inégale des revenus (figure 2).

Un outil couramment utilisé pour illustrer les effets positifs de la croissance sur les pauvres est ce que l'on appelle

Figure 1 Coefficient de Gini au Brésil et en Amérique latine (17 pays)



Source : Les calculs de l'auteur sont basés sur les données de la base de données socioéconomique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEDLAS et Banque mondiale).

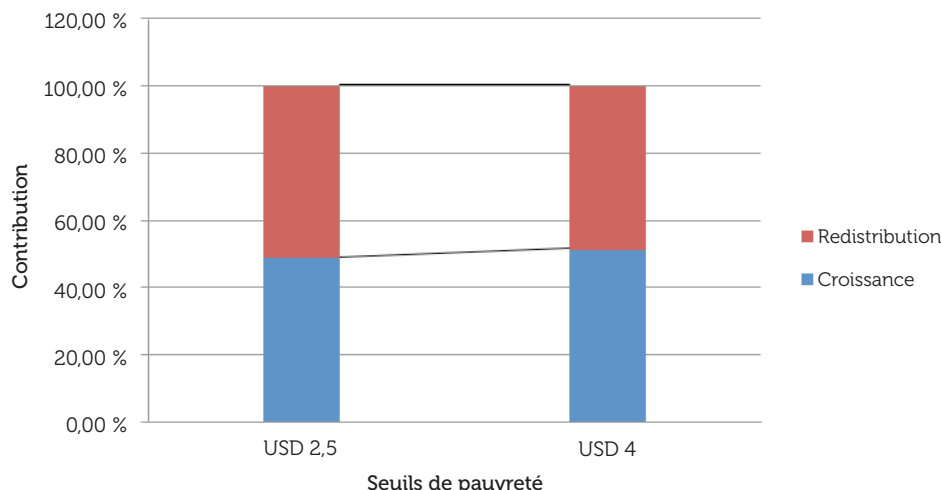
la courbe d'incidence de la croissance (CIC), qui montre l'évolution des revenus en termes réels par groupe de revenu. Sur la base du taux de croissance du revenu entre deux dates pour chaque percentile de la répartition, une tendance à la baisse des CIC indique que les groupes défavorisés ont bénéficié de la croissance davantage que les groupes plus aisés (figure 3). Entre 2001 et 2009, le taux de croissance du revenu des 10 % de la population les plus pauvres a été proche de 12 %, tandis que les 10 % les plus riches n'ont vu leur revenu augmenter que de moins de 2 %. La croissance moyenne du revenu a été de 5,91 %. Les courbes renforcent la preuve fournie par une baisse du coefficient de Gini : la croissance économique a eu un effet positif décisif au Brésil au moins depuis une décennie.

Que savons-nous des causes de la diminution des inégalités ?

Le développement de l'éducation, essentiellement de l'enseignement élémentaire et secondaire, semble avoir modifié le profil scolaire de la main-d'œuvre et par conséquent les écarts de revenus salariaux entre les travailleurs ayant différents niveaux d'instruction. D'une façon quelque peu significative, les personnes peu instruites sont devenues plus rares, et l'écart entre leurs salaires et ceux des personnes au niveau d'instruction élevé a diminué. La demande de main-d'œuvre exerce également un effet sensible, qui s'est nettement intensifié du fait de la croissance économique. Ces effets combinés se sont traduits par une tendance à une égalisation des revenus du travail au Brésil. De plus, la politique sociale s'est améliorée en devenant plus efficace pour les pauvres, essentiellement — mais pas exclusivement — au moyen de programmes de transferts monétaires comme *Bolsa Familia* (transfert conditionnel pour des investissements en faveur de l'éducation et de la santé des enfants) et *Benefício de Prestação Continuada* (régime de retraite non contributif). L'incidence plus pro-pauvres des dépenses sociales s'est également traduite par une réduction des inégalités.

Il existe des techniques qui nous permettent de décomposer l'évolution des revenus par source pour expliquer les changements dans leur répartition. Ce type d'exercice est utile pour identifier les sources de revenu liées aux tendances observées. Si l'on examine les deux principales sources de revenu, à savoir le revenu du travail et le revenu des transferts, le premier est à l'origine de la plus grande part des changements intervenus entre 1997 et 2009 et représente selon certaines estimations plus des deux tiers de la réduction des inégalités de revenu. En revanche, bien que le revenu provenant de sources autres que le travail représente une part relativement modeste du revenu par habitant des ménages, il a joué un rôle considérable (à hauteur de plus de 20 %) dans la réduction des inégalités de revenu.

Figure 2 Contributions de la croissance et des inégalités à la réduction de la pauvreté au Brésil, 2001-2009

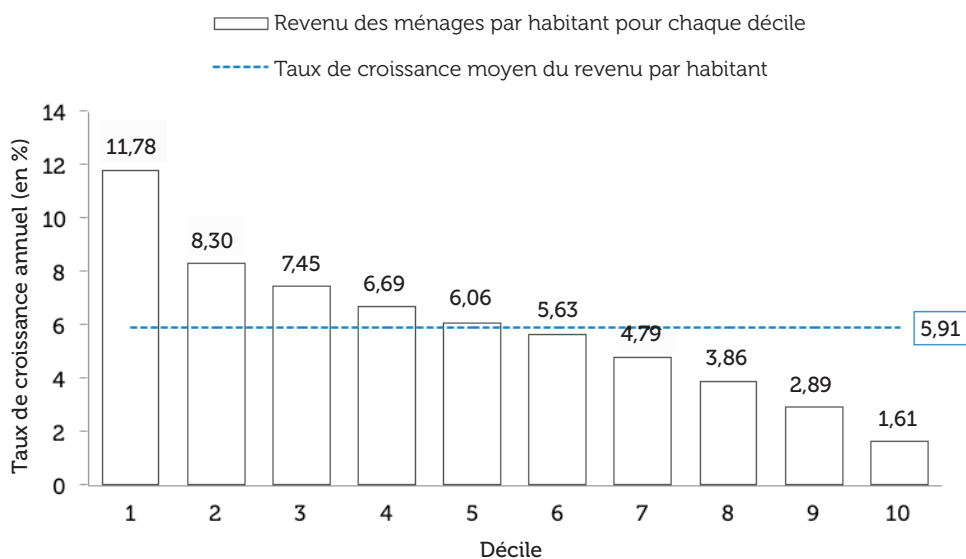


Source : Base de données socioéconomique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEDLAS et Banque mondiale).

Le rôle joué par des politiques actives de salaire minimum a fait l'objet d'un débat. Entre 1997 et 2009, la valeur réelle du salaire minimum a augmenté de 70 %, ce qui semble avoir influé sur la réduction des écarts de revenus salariaux entre les travailleurs aux niveaux d'instruction différents. En plus de son effet redistributif comme indice des programmes de sécurité sociale, les hausses du salaire minimum ont donné le signal à des renégociations salariales au bas de l'échelle des revenus salariaux. Bien qu'il n'existe pas d'analyse convaincante de l'impact des politiques de salaire minimum sur les niveaux d'emploi et la fonction du marché du travail en général, il semble que ces politiques aient dans l'ensemble un effet positif sur la répartition des revenus. L'analyse de décomposition mentionnée plus haut a montré que les taux de croissance des revenus plus élevés constatés dans les percentiles inférieurs de revenu — permettant une convergence continue des revenus du travail entre les groupes des revenus salariaux — étaient étroitement liés aux progrès réalisés en matière d'éducation. Une analyse approfondie du rôle des politiques de salaire minimum nécessiterait un étalonnage en ce qui concerne le fonctionnement du marché du travail en l'absence d'interventions de ce genre.

Les investissements dans l'éducation semblent avoir été payants au Brésil, du moins du point de vue de la réduction des inégalités de revenu. Les inégalités historiques de revenu de la main-d'œuvre au Brésil tenaient dans une large mesure à l'inégalité dans le domaine de l'éducation. Les efforts concertés déployés à partir du milieu des années 90 ont modifié la donne et entraîné des progrès en matière d'éducation qui sont pour une large part à l'origine d'une répartition plus équitable des revenus. À titre d'exemple, en 1993, l'enfant d'un père sans formation de type scolaire était scolarisé en moyenne pendant quatre ans alors qu'actuellement les élèves brésiliens sont scolarisés entre neuf et onze ans quelque soit le niveau d'instruction de leurs parents. Le profil scolaire de la main-d'œuvre a en fait énormément changé, ce qui rend

Figure 3 Courbes d'incidence de croissance pour le Brésil, 2001-2009



Source : Base de données socioéconomique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEDLAS et Banque mondiale).

la main-d'œuvre non qualifiée relativement plus rare et réduit de ce fait l'écart de salaire en faveur des travailleurs au niveau d'instruction plus élevé.

Parmi les autres facteurs liés à une bonne politique figurent les changements macroéconomiques et institutionnels ayant créé un environnement macroéconomique stable qui non seulement contribue à la croissance, mais élimine aussi les effets néfastes de l'inflation pour les pauvres. La stabilité macroéconomique consécutive à l'introduction du Plan Real en 1994 a créé un environnement qui permet de réduire les inégalités au Brésil. Les pauvres n'ont généralement pas accès à des instruments financiers qui les protègent de l'inflation, et ils souffrent de façon disproportionnée de l'instabilité des revenus. Une gestion macroéconomique responsable favorise ainsi également les pauvres.

En ce qui concerne les interventions plus précises au titre de la politique sociale, il est clair que les programmes de sécurité et d'assistance sociale du Brésil ont joué un rôle de plus en plus important dans la réduction des inégalités de revenu. Bien que les sources de revenu ne représentent encore qu'une faible part du revenu total des ménages, les réformes de la politique sociale menées depuis 1988 ont permis d'assurer une couverture accrue et d'augmenter la valeur des prestations en espèces et au titre de la sécurité sociale. Selon certaines estimations, l'augmentation des transferts de l'État financés ou non par des cotisations explique pour environ 30 % la réduction de l'indice de Gini entre 2001 et 2009.

Le potentiel redistributif des transferts devrait cependant être analysé du point de vue de sa portée et de son incidence en faveur des pauvres. Du fait qu'il couvre largement les pauvres, le programme *Bolsa Família* a contribué beaucoup plus à la réduction du coefficient de Gini au Brésil entre 1997 et 2009 que le programme *Beneficio de Prestação Continuada*, malgré les montants bien plus limités en jeu. Les transferts ciblés et

plus généreux indexés sur le salaire minimum, comme le *Beneficio de Prestação Continuada*, ont eu des effets redistributifs positifs, mais de façon plus nuancée. En revanche, il s'est avéré que les généreux programmes de sécurité sociale liés au secteur formel, notamment le système de retraite des fonctionnaires avaient des effets très régressifs. La couverture, la viabilité des finances publiques et les inégalités potentielles mises en jeu dans le système de transferts publics constituent naturellement des questions qui doivent faire l'objet d'un débat de politique générale. D'après les éléments disponibles, *Bolsa Família*, représentant moins de 1 % du PIB, est l'instrument au meilleur ratio coût-efficacité pour améliorer le sort des pauvres et réduire les inégalités.

L'avenir

Réduire durablement à la fois la pauvreté et les inégalités sans compromettre la croissance représente un formidable obstacle à la marche en avant du Brésil. Le pays a certes accompli des progrès considérables dans la réduction des inégalités de revenu au cours des 15 dernières années, mais le rythme futur de la transformation pourrait être compromis par l'émergence de nouvelles dimensions du problème. Ainsi, en plus de consolider la stabilité de l'environnement macroéconomique et de continuer à améliorer l'efficacité des programmes sociaux, les grands défis à relever quant à la politique à suivre doivent être pris au sérieux si l'on veut que cette tendance positive soit durable.

En matière d'enseignement, les efforts déployés à ce jour visaient des objectifs quantitatifs tels que le nombre d'élèves et l'allongement de leur scolarité. L'égalisation de la qualité des services éducatifs entre les différents groupes de revenu demeure un problème majeur. Des réformes plus poussées du système éducatif sont nécessaires pour faire en sorte que le revenu du travail continue à évoluer progressivement. La mise en place récente d'un système national d'évaluation et la fixation d'objectifs précis à atteindre, ainsi que l'affectation de ressources aux écoles en fonction des besoins et des efforts, sont des pas importants dans la bonne direction. Les innovations visant à améliorer la qualité en bas de l'échelle socioéconomique, comme les primes au mérite pour les enseignants et l'allongement des heures d'école, actuellement mises à l'essai dans certains États brésiliens, devraient être soigneusement évaluées et généralisées si elles s'avèrent efficaces.

Assurer la viabilité des finances publiques et l'équité des politiques de transfert constitue également un problème clé. Le recours systématique du Brésil aux impôts indirects pèse de façon disproportionnée sur les pauvres, tandis que le barème actuel de l'impôt sur le revenu des particuliers ne semble pas avoir le moindre effet sur les inégalités de revenu. De plus, le découplage des transferts sociaux et du salaire minimum peut aider à réduire les risques de distorsions et libérerait des ressources à investir

dans des mécanismes plus efficaces en faveur des pauvres, ce qui pourrait renforcer des stratégies plus ambitieuses telles que *Brasil sem miseria*.

En ce qui concerne les programmes sociaux, on pourrait rendre plus équitable la prestation de services de base en se concentrant efficacement sur les plus vulnérables, ce qui créerait un cercle vertueux entre une plus grande égalité de revenu et une plus grande égalité des chances. En créant des conditions propres à encourager la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée dans les secteurs à forte valeur ajoutée, on aidera également à pérenniser la tendance à la réduction des inégalités.

Le Brésil partage les tendances positives des autres pays du groupe des « BRICS » en termes de croissance et de réduction de la pauvreté, et peut se targuer d'être une exception dans un monde caractérisé par un accroissement des inégalités. Pour que cette tendance soit durable, de nouveaux efforts s'imposent. De récentes politiques, comme la nouvelle stratégie *Brasil sem miseria*, semblent reconnaître les grands défis et y faire face avec des instruments spécifiques. Il y aura davantage de leçons à tirer. Le monde observe.

Sauf indication contraire, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars des États-Unis.

Luis F. Lopez-Calva est économiste principal à la Banque mondiale.

L'inégalité des chances dans le monde : que savons-nous à ce jour ?

Francisco H. G. Ferreira

Il n'est pas rare aujourd'hui qu'il soit question de « l'inégalité des chances » dans les rapports de la Banque mondiale, mais cela n'a pas toujours été le cas. Même au début des années 90, lorsqu'à la pensée dominante à la Banque axée sur l'ajustement structurel et « la vérité des prix » a succédé une volonté à plus long terme de réduction de la pauvreté, les inégalités ne constituaient pas une question majeure. Il s'agissait avant tout d'aider les pays à connaître une croissance économique durable, principal moteur d'une réduction à long terme de la pauvreté.

Ce n'est qu'à la fin des années 90 et au début des années 2000 que les inégalités ont commencé à apparaître un peu plus fréquemment dans le vocabulaire de la Banque mondiale. Il est probable que cela a tenu, au moins en partie, au fait que les économistes ont pris de plus en plus conscience du fait que la qualité des institutions, la nature de la gouvernance et donc le taux de croissance économique étaient eux-mêmes influencés par des inégalités choquantes. Durant les années 90, la notion de répartition des revenus est revenue en vogue dans les milieux universitaires¹. On a établi des modèles laissant à penser que de fortes inégalités risquaient de faire perdre des opportunités d'investissement. Des historiens de l'économie ont soutenu que de fortes disparités initiales au niveau des terres et de la richesse étaient en partie responsables du développement, en Amérique du Sud, d'institutions moins démocratiques et inclusives qu'en Amérique du Nord, et par conséquent à l'origine

Références

- Banque mondiale. 2011. « A Break avec History: Fifteen Years of Inequality Reduction in Latin America, » *LAC Poverty and Labor Brief*. Washington : Poverty, Equity and Gender Unit, Latin America and The Caribbean, Banque mondiale.
- Barros, Ricardo Paes de, M. de Carvalho, S. Franco et R. Mendoca. 2010. « Markets, The State and The Dynamics of Inequality in Brazil. » In *Declining Inequality in Latin America: A Decade of Progress?* ed. L.F.Lopez-Calva et N. Lustig. Washington : The Brookings Institution Press.
- Ferreira, F.H.G., P. Leite et M. Ravallion. 2010. « Poverty Reduction without Economic Growth? Explaining Brazil's Poverty Dynamics, 1985-2004. » In *Journal of Development Economics*, 93 (1): 20-36.
- Lopez-Calva L.F. et S. Rocha. 2012. *Exiting Belinde? Lessons from the Recent Decline in Income Inequality in Brazil*. Washington : Poverty, Equity and Gender Unit, Latin America and The Caribbean, Banque mondiale.

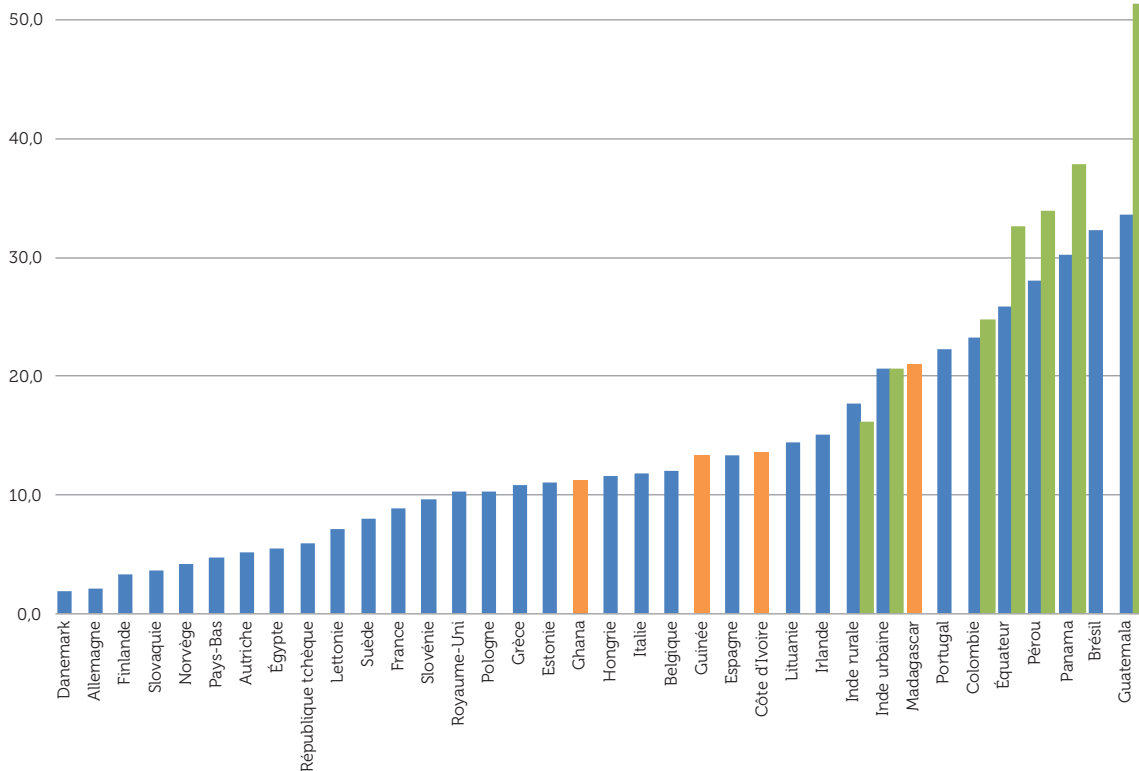
de la performance économique inférieure de la première au cours des deux derniers siècles. Les premiers résultats d'une analyse économétrique, dans différents pays, du rapport entre les inégalités et la croissance indique un lien entre de fortes inégalités « initiales » et une croissance économique ultérieure plus faible.

Tout à fait en dehors de la recherche d'éléments probants sur le lien de causalité entre les inégalités et la croissance économique, on a vu apparaître dans les années 90 une autre tendance intellectuelle qui allait influencer ultérieurement la réflexion à la Banque mondiale et dans d'autres organismes de développement. Avec à leur tête des gens comme John Roemer, de l'Université de Yale, et Dirk van de Gaer, actuellement à l'Université de Gand, les économistes ont commencé à réfléchir au concept nébuleux et assez flou qu'est l'« inégalité des chances »².

Les spécialistes de l'éthique et de la philosophie politique utilisent cette expression depuis un certain temps. Après la publication en 1971 d'*Une théorie de la justice* de John Rawls, beaucoup d'encre a coulé sur ce que pourrait être l'« espace » approprié de l'égalité. Chez ceux qui s'intéressaient aux questions normatives — à propos de ce que pourrait être une société juste ou équitable —, on a observé une volonté très répandue de rompre avec l'éthique de l'utilitarisme basé sur des sommes, qui avait été longtemps le « programme par défaut » sur lequel reposait l'économie du bien-être³. Les gens voulaient donner une valeur morale à l'égalité — mais l'égalité de quoi ? Probablement pas celle des revenus, ou d'autres résultats souhaitables dus à un effort personnel considérable. D'après Rawls, il était de plus en plus

Figure 1 Les inégalités des chances dans le monde

Proportion des inégalités totales due à l'inégalité des chances



Sources : Cogneau et Mesple-Somps (2008), Ferreira et Gignoux (2011), Marrero et Rodriguez (2010a), Belhaj-Hassine (2011) et Singh (2012).

Note : Partie des inégalités entre groupes mesurée par l'écart logarithmique moyen (Theil -L), sauf indication contraire. Les barres orange et vertes portent sur la consommation plutôt que sur la répartition des revenus. Les barres vertes utilisent le Theil-L et les barres orange, le Theil-T.

reconnu que la responsabilité personnelle avait un rôle éthique à jouer. Des choix judicieux et l'ardeur au travail méritaient d'être récompensés mais, dans une société juste, l'inégalité des résultats (par exemple, les inégalités de revenu, de richesse ou même de résultats scolaires) due aux différences d'efforts ou de responsabilité serait moralement acceptable *seulement si* les gens avaient accès à un point de départ commun — c'est-à-dire à des chances égales au départ. On a donné différents noms — « biens primaires », « ressources » et enfin « chances », à ce point de départ commun.

Comment mesurons-nous l'égalité des chances ?

L'apport de Roemer et de Van de Gaer a été de fournir un cadre qui est un outil passif de mesure et d'évaluation empirique. L'idée-force était de classifier tous les déterminants possibles d'un résultat particulier intéressant — le revenu, par exemple, ou la réussite scolaire — en deux catégories s'excluant mutuellement, à savoir celle des individus exerçant un certain contrôle (les « efforts ») et les autres (les « circonstances »). Les efforts pourraient comprendre des éléments tels que les années d'étude ou les heures de travail, les circonstances comprendraient la race, le sexe et le milieu familial (entre autres choses). Par essence, les inégalités

dues aux différences d'« effort » relèveraient de la responsabilité individuelle et seraient donc éthiquement acceptables, tandis que toute inégalité liée aux « circonstances » serait considérée comme relevant de l'inégalité des chances et donc inacceptable.

Comment cela nous aide-t-il à mesurer les inégalités des chances dans la pratique ? Eh bien, si nous pouvions nous mettre d'accord sur une série de circonstances observées dans les données — par exemple la race, le sexe et certains indicateurs de milieu familial, comme le niveau d'instruction et la profession des parents —, nous pourrions séparer la population en groupes aux caractéristiques rigoureusement identiques, comme les femmes noires dont les parents ont un faible niveau d'instruction, par exemple, ou les hommes blancs dont les parents ont fait des études universitaires. Chaque groupe, défini exclusivement par ses « caractéristiques », est-ce que les auteurs de ces ouvrages appellent un « type ». Compte tenu d'une telle séparation, une hypothèse clé est que toute différence entre les moyennes de groupe est due aux circonstances, alors que les différences au sein des groupes sont dues à l'effort (ou à la chance, ou à d'autres circonstances que pour quelque raison, nous n'avons pas pu observer ou mesurer).

Associer *toutes* les différences entre groupes à l'inégalité des chances n'est manifestement pas une décision anodine. Après

tout, il est possible que chacun, au sein d'un groupe particulier — par exemple les enfants de parents au niveau d'instruction élevé — fasse plus d'efforts à l'école et passe davantage d'heures à travailler que les membres de tel ou tel autre groupe. Mais ces différences *systématiques* d'effort moyen entre les groupes reflètent probablement les effets indirects des circonstances. Par exemple, certains groupes peuvent acquérir une éthique du travail qu'ils transmettent à leurs enfants, alors que dans d'autres contextes, on hérite seulement une faible estime de soi et une confiance en soi limitée, une défiance à l'égard des institutions, et même de faibles aspirations construites socialement⁵. Les mesures de l'inégalité des chances fondées sur les différences entre groupes reconnaissent ces effets, et traitent ces différences *systématiques* d'efforts entre les groupes comme des différences dues aux circonstances. Seules les différences d'effort *relatif* — mesuré par le rang d'une personne au sein d'un groupe — sont considérées comme éthiquement acceptables.

Une méthode de calcul de l'inégalité des chances consiste donc à calculer la partie des inégalités qui est liée à ces différences entre groupes. Du fait que les groupes sont, qu'on le veuille ou non, définis en fonction de quelques caractéristiques observées, mais pas toutes, les auteurs insistent sur le fait que ces résultats débouchent sur des estimations minimales de l'inégalité des chances : cette partie au moins des inégalités globales est éthiquement inacceptable. La figure 1 résume cette information pour une série de pays ayant fait l'objet de cinq études de ce genre⁶.

Bien que les données de la figure 1 proviennent de cinq études différentes, les méthodes utilisées dans chacune d'elles sont relativement comparables⁷. Ces mesures des inégalités des chances vont de 2 % des inégalités totales de revenu au Danemark et en Allemagne, à plus de 30 % au Panama, au Brésil et au Guatemala. Lorsqu'on calcule la mesure pour la répartition des dépenses de consommation plutôt que du revenu, elle atteint jusqu'à 51 % des inégalités totales (au Guatemala). Et il s'agit de limites inférieures... Les quelques pays d'Afrique et d'Asie pour lesquels ces mesures ont été calculées se situent en position intermédiaire entre les extrêmes d'Europe et d'Amérique latine : Madagascar, l'Inde rurale et l'Inde urbaine atteignent chacune la barre des 20 %. L'Égypte, seul pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord figurant dans la figure 1, a un score de 5,4 %, qui est étonnamment bas et se situe entre ceux de l'Autriche et de la République tchèque.

Et alors ?

« Et alors ? », peut-on demander. Peut-être est-il vrai que l'égalité des chances est un objectif social plus approprié — et réaliste — que la stricte égalité des revenus ou des niveaux d'instruction. Mais cela apporte-t-il quoi que ce soit de concret à l'action d'un gouvernement (ou de la Banque) contre la pauvreté ? Cela ajoute-t-il quoi que ce soit à notre compréhension de la meilleure façon de lutter contre la pauvreté ou à notre dialogue de fond et à nos opérations ?

Il est peut-être prématuré de faire des affirmations tonitruantes, mais certains éléments indiquent que les inégalités des chances peuvent être liées à la croissance économique, par exemple. Quelques récentes études laissent à penser qu'une raison pour laquelle les résultats d'une analyse économétrique qui tentait

d'estimer l'effet des niveaux d'inégalité sur la croissance sont si instables est que les mesures des inégalités de revenu mélangent deux aspects fondamentalement distincts des différences sociales, à savoir l'inégalité des chances et celle des efforts. De même qu'il existe le bon et le mauvais cholestérol, il peut exister deux types d'inégalités, l'une qui est bien pire que l'autre pour la santé d'un pays... On a découvert par exemple que les États des États-Unis caractérisés par des niveaux plus élevés d'inégalité des chances (mais non de revenu) ont de ce fait une croissance économique ultérieure plus faible⁸.

Il s'agit seulement d'une étude parmi d'autres, et il serait certainement prématuré d'accorder trop d'importance à ces premiers résultats. Mais si de nouveaux éléments indiquent que l'inégalité des chances d'hier va de pair avec l'économie moins performante d'aujourd'hui, il se peut donc que ces deux tendances distinctes de la recherche des années 90 — l'une examinant le lien de causalité entre les inégalités et la croissance et l'autre portant sur la définition et la mesure de l'inégalité des chances — finissent par converger, avec des incidences intéressantes pour l'action en faveur du développement.

Même en attendant les résultats du débat à ce sujet, le concept d'égalité des chances a sans doute déjà influé sur notre travail à la Banque mondiale, par l'analyse de politique générale et le dialogue. Après que le Rapport 2006 sur le développement dans le monde a placé le concept d'égalité des chances au cœur de sa définition de l'équité, on s'est efforcé de le rendre plus opérationnel et en rapport à la politique à suivre. Un résultat clé de ces efforts est l'Indice d'opportunité humaine (IOH), qui mesure le taux d'accès à diverses opportunités fondamentales ajusté en fonction des inégalités. Les premières applications de cet indice ont porté sur l'accès des enfants à un ensemble d'opportunités et de services publics fondamentaux — scolarisation, achèvement d'un certain cycle scolaire dans les délais normaux, accès à l'électricité, à l'eau ou à l'assainissement, etc. Plutôt que de calculer de simples taux de couverture pour chacun de ces services, on a conçu une mesure sensible au degré de différence de couverture entre diverses catégories : populations autochtones et d'origine africaine, parents au niveau d'instruction plus ou moins élevé, ménages plus ou moins pauvres ou riches, etc.

Les origines intellectuelles de l'IOH sont imputables à la fois à Amartya Sen et John Roemer. En se concentrant sur ce que ses partisans appellent les « opportunités de base », qui correspondent généralement à certains services publics, cet indice replace également la notion d'égalité des chances directement au niveau de la politique. L'IOH a ainsi eu un succès remarquable. Sa popularité va bien au-delà de ses lieux d'application initiaux en Amérique latine et aux Caraïbes, et il est maintenant utilisé en Afrique, au Moyen-Orient et dans bien d'autres endroits. Il a aussi attiré l'attention d'universitaires extérieurs et été examiné dans des ouvrages spécialisés. Qui plus est, le concept d'égalité des chances comme objectif politique quantifiable souhaitable semble avoir suscité un écho chez de nombreux décideurs des pays en développement, qui estiment qu'il correspond aux désirs et aux aspirations de leurs citoyens.

La promotion de l'égalité des chances va certainement de pair avec la réduction de la pauvreté et y contribue, mais elle va également au-delà. Les efforts déployés pour la mesurer et l'évaluer empiriquement, notamment l'utilisation répandue de

l'Indice d'opportunité humaine, constituant maintenant un élément important de l'engagement de la Banque aux côtés de nombreux clients. Le temps — et des évaluations bien conçues — nous en dira l'utilité.

Francisco H. G. Ferreira est économiste principal à la Banque mondiale et chargé de recherche à l'Institut d'études du travail.

Notes

1. L'expression entre guillemets est le titre d'un document intéressant d'Anthony Atkinson (1997).
2. Roemer (1998) et Van de Gaer (1993) constituent des auteurs de référence clés.
3. Voir le chapitre de Sen (2000) in the *Handbook of Income Distribution*.
4. « Égalité de quoi ? » est également un titre célèbre, cette fois d'Amartya Sen (Tanner Lectures 1979) (Sen, 1980).
5. Il existe toutes sortes d'ouvrages passionnants sur ces effets. Voir Appadurai (2004) et Hof et Pandey (2006), qui offrent deux exemples proches du travail de la Banque mondiale.
6. Toutes les estimations de la figure 1 sont des exemples de ce que l'on appelle la méthode « ex-ante » de mesure de l'inégalité des chances. Une autre méthode, qui se concentre sur les inégalités entre les personnes exerçant le même degré d'effort relatif, est appelée la méthode a posteriori. Voir Checchi et Peragine (2010) et Fleurbaey et Peragine (à paraître).
7. Les deux principales questions de comparabilité se posent au sujet des études africaines, qui utilisent l'indice de Theil-T plutôt que l'indice de Theil-L comme mesure des inégalités, et le fait que dans sept cas, nous avons également des estimations pour la consommation.
8. Marrero et Rodriguez (2010b).

Références

- Appadurai, Arjun. 2004. « The Capacity to Aspire: Culture and the Terms of Recognition. » In *Culture and Public Action*, eds. V. Rao et M. Walton, Chapitre 3. Stanford : Stanford University Press.
- Atkinson, Anthony. 1997. « Bringing Income Distribution in from the Cold. » *Economic Journal* 107 (441): 297-321.
- Belhaj Hassine, Nadia. 2011. « L'inégalité des chances en Egypte », *Revue économique de la Banque mondiale*, <http://wber.ox-fordjournals.org/content/early/2011/10/27/wber.lhro46.short?rss=1>
- Checchi, Daniele et Vito Peragine. 2010. « Inequality of Opportunity in Italy. » *Journal of Economic Inequalities* 8 (4): 429-450.
- Cogneau, Denis et Sandrine Mesple-Soms. 2008. « Inequality of Opportunity for Income in Five Countries of Africa. » DIAL Discussion Paper 2008-04, Paris.
- Ferreira, Francisco et Jérémie Gignoux. 2011. « The Measure of Inequality of Opportunity: Theory and an Application to Latin America. » *Review of Income and Wealth* 57 (4): 622-657.
- Fleurbaey, Marc, et Vito Peragine. À paraître. « Ex Ante Versus Ex Post Equality of Opportunity. » *Economica*.
- Hof, Karla, et Priyanka Pandey. 2006. « Discrimination, Social Identities and Durable Inequalities. » *American Economic Review* 96 (2): 206-211.
- Marrero, Gustavo, and Juan G. Rodríguez. 2010a. « Inequality of Opportunity in Europe: Economic and Policy Facts. » Document de travail ECINEQ 2010-172.
- Marrero, Gustavo, and Juan G. Rodríguez. 2010b. « Inequality of Opportunity and Growth. » Document de travail ECINEQ 2010-154.
- Roemer, John. 1998. *Equality of Opportunity*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Sen, Amartya. 1980. « Égalité de quoi ? » In *Tanner Lectures on Human Values*, ed. S. McMurrin. Cambridge, MA: Cambridge University Press.
- Sen, Amartya. 2000. « Social Justice and the Distribution of Income. » *Handbook of Income Distribution*, ed. A.B. Atkinson et F. Bourguignon, chapitre 1. Amsterdam: North-Holland.
- Singh, Ashish. 2012. « Inequality of Opportunity in Earnings and Consumption Expenditure: The Case of Indian Men. » *Review of Income and Wealth* 58 (1):79-106.
- Van de Gaer, Dirk. 1993. *Inequality of Opportunity and Investment in Human Capital*. Thèse de doctorat, Université catholique de Louvain.

La série *Pleins feux sur les inégalités* a pour but d'enrichir le débat public sur l'équité, l'inégalité des chances et la mobilité socioéconomique. On y trouve des articles rédigés par des membres du personnel de la Banque mondiale ainsi que par des chercheurs et décideurs de la communauté du développement en général. Les points de vue et interprétations exprimés dans les articles n'engagent que leurs auteurs et ne coïncident pas nécessairement avec ceux de la Banque mondiale, de ses Administrateurs ou des pays qu'ils représentent.

La série *Pleins feux sur les inégalités* est protégée par le droit d'auteur et ne peut être reproduite sans attribution appropriée de la source.

Comité de rédaction : Pedro Olinto (rédacteur en chef), Jaime Saavedra, Francisco Ferreira, Luis-Felipe Lopez-Calva, John Newman et Gabriel Demombynes

Rédactrice : Mary Anne Mulligan

Production : Anna Reva

